

«Il faudrait pour le bonheur des Etats que les philosophes fussent Rois et que les Rois fussent philosophes»

Platon in La République

## SID-AHMED GHOZALI AU SOIR D'ALGÉRIE

# Histoire des nationalisations, politique pétrolière et bonne gouvernance

20<sup>e</sup> partie et fin

**«Thomas Robert Malthus a laissé un principe plus que jamais d'actualité : «Pour qu'une société puisse prospérer, trois conditions préalables sont à réunir : de bonnes institutions, une bonne éducation et le respect de la personne et de sa propriété privée».»**

Entretien réalisé par Mohamed Chafik Mesbah

**Mohamed Chafik Mesbah : Désolé de vous apporter la contradiction. Comme tous les opposants, vous en êtes au stade du constat...**

**Sid Ahmed Ghazali :** On ne répètera jamais assez l'illusion d'une démarche, celle du pouvoir politique réel, qui prétend instaurer une scène politique viable par le faire-semblant. Comme mû par une tentation irrésistible de ne voir dans les civils que des servants serviles. Il existe bel et bien des hommes publics qui n'ont guère rechigné à commenter et à informer l'opinion sur le présent tout en lui parlant de l'avenir. Pour ma seule part, cela s'est traduit depuis 1999, par une centaine de contributions personnelles ou d'interviews à vos collègues de la presse privée. Pourquoi des hommes qui totalisent 30 ans de service public sont-ils interdits de médias publics ? Pourquoi sont-ils interdits d'action publique ? Est-il juste vis-à-vis de vos lecteurs et de l'opinion de reprendre à votre compte l'anathème prononcé par le pouvoir contre tous les hommes publics qui ne sont ciblés comme ennemis que parce qu'ils ne sont pas serviles ou soumis ou au moins complaisants ? Si j'ai créé le FD en mai 1999-mai 2000, avec 170 membres fondateurs, 10 000 militants et 1 100 congressistes, ce fut tout simplement pour contribuer avec d'autres à rétablir les connexions rompues entre l'opinion et la politique, entre le citoyen et la chose publique. Pour faire reprendre espoir aux Algériens. On ne crée pas un parti pour s'opposer. Vous ne trouverez pas une ombre de cela dans leur profession de foi, qui est la somme d'une déclaration de principes et d'un programme d'action à propos de toutes les valeurs et les problèmes concrets du citoyen et de la société. Vous ne trouverez rien de comparable dans les propositions des partis dits de gouvernement, ni même dans celles des gouvernements qui se succèdent ! En contrevention ouverte à la loi et en contradiction flagrante avec le discours politique officiel, le pouvoir, à ce jour, interdit de facto cette initiative civique après qu'elle ait été acceptée explicitement par la loi. Est-ce à dire qu'il faut baisser les bras ?

L'obstacle majeur à l'action publique est, qu'oubliant la cuisante leçon de 1991, le pouvoir ne laisse la parole qu'à la soumission ou à la violence. Il ne vous agréait que si vous lui montrez des raisons de vous mépriser ou si vous le convainquez d'une volonté ou d'une capacité de nuisance ou de violence de votre part. Oubliant l'adage populaire «Ton ami est celui qui te fait pleurer», il n'entend toute critique que comme une dissonance à ses oreilles. Le contredire ou seulement le mettre en garde c'est être son ennemi. Quelle différence entre pareille démarche et le slogan de ceux qui disaient en 1990 «Si tu votes pour nous tu vas au paradis. Si tu ne votes pas pour nous tu vas en enfer» ? Il n'est pire sourd que celui qui ne veut pas entendre, ni pire aveugle que celui qui ne veut pas voir. Il est pathétique, que dis-je, il est tragique que le pouvoir n'ait pas confiance en son peuple. N'est-il pas significatif qu'il le voit tantôt comme le «peuple des miracles» tantôt comme «un peuple médiocre» ? Les deux évaluations sont également absurdes autant qu'elles sont également irrespectueuses. Elles ne sont pas sans rappeler la fameuse tirade où le génial Berthold Brecht fait dire à Arturo Ui dans sa *Résistible ascension* : «Le peuple a perdu la confiance du gouvernement : il faut changer de peuple !»

Encore une fois, le peuple algérien est en attente de messages d'espoir clairs, portés par des perspectives concrètes le dépassant du statu quo...

Je regrette d'avoir à vous le dire aussi brutalement, le peuple algérien n'est pas à l'écoute des hommes publics. Cela fait longtemps qu'il a désespéré d'eux. Vous me demandez de vous dire si j'ai personnellement quelque chose à lui proposer comme démarche d'espoir. Bien sûr que si. Je n'ai fait que ça durant ma vie publique. Pas aux fins de lui plaire et encore moins à titre de pieux mensonge. Je l'ai montré en plusieurs occasions, dans les secteurs où j'ai servi, y compris sur le plan national quand j'ai été chef du gouvernement. Les écrits restent. Mon programme s'adressait à toutes les préoccupations des Algériens... Des députés m'ont en même fait reproche ! «Tu nous dis que tu es là pour six mois pour préparer les élections mais tu nous présentes un programme comme si tu allais t'éterniser à ce poste.» Notre culture politique s'est pervertie au point que des députés s'étonnent qu'un gouvernement se préoccupe des problèmes des citoyens.

Ils ont voté le programme quand même à l'unanimité. Mes initiatives politiques se sont toutes fondées sur un projet fait de propositions et d'objectifs concrets et détaillés, tendus tous vers les préoccupations des citoyens. Ainsi en a-t-il été lors de mes candidatures aux élections présidentielles de 1999 et 2004 : sont déposés au Conseil constitutionnel des programmes d'action qui ne se sont jamais réduits à des généralités. Ainsi en a-t-il été aussi de la fondation du FD : elle n'est pas allée sans une déclaration de principes et d'un programme d'action. Là aussi les écrits sont restés. Dans toutes les situations mes programmes et propositions ont été autant de messages d'espoir, formulés autrement que par de simples bonnes paroles.

## Plus concrètement...

Cessez d'abord d'égayer les Algériens dans les dérivatifs politiques, parlez leur de politique à travers leurs préoccupations, toutes leurs préoccupations. Prendre leurs problèmes, un à un, concrètement : le chômage, la santé et la pauvreté ; l'eau, l'énergie et les ressources naturelles ; la justice, la solidarité et la sécurité publique ; la culture, l'éducation et les médias ; la bureaucratie, la corruption et la violence ; l'agriculture, le tourisme et l'industrie ; l'économie de marché, le commerce et la monnaie ; le logement, les transports et l'aménagement du territoire ; le système bancaire, les télécommunications et l'informatique, sans oublier les questions de sécurité et de défense nationales, les relations extérieures, la géopolitique, les relations intermaghrébines, les rapports avec nos voisins immédiats, avec la France et l'Europe, avec l'Afrique et le monde arabe, avec les continents asiatique et américain. Leur livrer les données de base et les analyses qui vont avec et dont ils ont été de tous temps privés. Ne pas chercher à légaliser. Dire donc la complexité de ces problèmes mais démontrer aussi qu'il existe pour chaque problème des solutions et leur dire lesquelles. Les aider à objectiver les liens entre ces problèmes et la gouvernance.

Dire les actions et les conditionnalités de la bonne gouvernance. Dire quelles sont les implications sur le plan institutionnel de la nature de ces problèmes et de leur résolution. Sans faire tout cela, on en restera à la bonne parole au mieux, à la langue de bois au pire. C'est un travail de long terme. Il



Sid-Ahmed Ghazali.

Photo : DR

procède du devoir permanent de tout homme public, qu'il soit à l'intérieur du pouvoir ou à l'extérieur. C'est à ce prix que l'homme public gagnera l'écoute du citoyen et contribuera ensuite à l'éveil indispensable des consciences sur le plan civique. Ce sera à partir du rétablissement de l'écoute, un pas de géant dans notre problématique, que commencera à se fonder l'espoir d'un début de la solution à nos problèmes. Mais comment remplir ce devoir pour un homme public interdit de médias publics, interdit d'action publique ? Vous parlez de redonner espoir aux gens. Nos partenaires businessmen américains quand ils découvraient pour la première fois notre pays, nous disaient «... l'Algérie c'est au nord la Californie et, au sud, le Texas...»

Cela veut dire que notre pays détiend une somme de ressources climatiques et de richesses matérielles naturelles comparables à celles des deux Etats qui sont les deux Etats les plus riches des Etats-Unis d'Amérique. Ce sont là des atouts considérables quand on sait que s'y ajoute la richesse humaine, une population jeune, un niveau de formation générale, de qualification technique et de savoir-faire managérial qui constitue une base départ non négligeable pour favoriser la création de richesses autres que celles qui ont été créées par la nature.

Thomas Robert Malthus n'a pas laissé que l'*Essai sur le principe de population* sur la dénatalité, théorie qui a été rapidement démentie par les progrès de la science et de la technique. Il a laissé un principe qui est aujourd'hui plus que d'actualité sur toute la planète, à savoir que, pour que pour qu'une société puisse prospérer, il y a trois conditions préalables à remplir : de bonnes institutions, une bonne éducation et le respect de la personne et de sa propriété privée. Le pouvoir politique ne pourra pas infantiliser indéfiniment la société civile et politique. Rien ne peut se faire dans une nation sans l'utilisation de toutes ses énergies créatrices. L'attachement obsessionnel de l'oligarchie au gouvernement dans l'irresponsabilité ne peut conduire qu'à la perte du pays comme de l'oligarchie. Notre expérience est assez riche pour nous enseigner que nous devons organiser le changement dans l'ordre. Faute de quoi le changement nous sera imposé dans le désordre.

Il faut combattre l'idée violemment trompeuse que le pétrole est une malédiction : c'est un slogan absurde, fait pour couvrir l'incurie des pouvoirs à mobiliser l'énergie créatrice individuelle. Si ce n'était pas cette incurie qui était la vraie source de notre indigence économique, il faudrait donc croire

alors à une incapacité congénitale nationale. Et dans cette dernière et scabreuse hypothèse, peut-il exister des richesses naturelles qui seraient en mesure de réparer une incapacité nationale prétendue congénitale ? Les tenants de cette absurde thèse ne se rendent même pas compte de son incohérence.

En pesant bien mes mots, je situe pour ma part cette idée au rang du blasphème économique. Car la possession de richesses naturelles est au contraire une bénédiction. Encore faut-il savoir en tirer le profit, qui consiste à les utiliser comme un starter, un puissant levier pour réformer notre économie, restructurer les instruments de régulation étatiques, de façon à triompher du chômage, de la pauvreté et de l'injustice.

La lutte contre le chômage repose sur un développement intensif de l'économie fondée sur la créativité et l'initiative individuelles, la liberté d'entreprendre et la concurrence, ainsi que sur un réaménagement radical du territoire national. Nous sommes neuf Algériens sur dix à occuper moins du dixième du territoire national. Le fait que nous vivions ainsi en tournant le dos à notre pays, est un gaspillage monumental de nos potentialités et c'est en même temps une source de dangers mortels pour l'intégrité du territoire.

La lutte contre le chômage étant une œuvre de longue haleine, elle sera socialement insoutenable et donc vouée à l'échec si elle n'est pas accompagnée d'un programme d'urgence de lutte contre la grande pauvreté, si elle n'est pas doublée de la mise en place d'instruments permanents de redistribution pour un fonctionnement pérenne de la solidarité nationale.

**Accepterez-vous de vous livrer à quelque pronostic à court et moyen terme ? Par exemple, quels scénarios d'évolution possibles selon vous pour la situation générale en Algérie ?**

La situation est caractérisée par une fragilité générale propice aux lendemains incertains. Fragilité de la société parce que celle-ci est abandonnée à elle-même, livrée aux tracés des difficultés quotidiennes, sans information sur son passé et son présent, sans projet social national qui donne des raisons de rêver, sans autre perspective que les cauchemars du lendemain et le sentiment d'insécurité d'ensemble.

La désespérance vis-à-vis de l'Etat défailillant sur toutes les lignes détruit le sens civique, annihile le système immunitaire de pensée, ouvrant tous grands les exutoires refuges vers les populismes et les extrémismes violents sous toutes les formes.

●●●